

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/REG21/1/Rev.1

5 mai 1997

(97-1930)

Original: anglais

ACCORD ENTRE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE ET LES ILES FEROE (GOUVERNEMENT DU DANEMARK)

Révision

Le texte de l'Accord entre la Communauté européenne, d'une part, et le gouvernement du Danemark et le gouvernement local des îles Féroé, d'autre part, est reproduit ci-après.¹

Accord entre la Communauté européenne, d'une part, et le gouvernement du Danemark et le gouvernement local des îles Féroé, d'autre part

LA COMMUNAUTE EUROPEENNE,

d'une part, et

LE GOUVERNEMENT DU DANEMARK ET LE GOUVERNEMENT LOCAL DES ÎLES
FEROE,

d'autre part,

RAPPELANT le statut des îles Féroé en tant que partie intégrante autonome de l'un des Etats
membres de la Communauté;

RAPPELANT la résolution du Conseil, du 4 février 1974, relative aux problèmes des Féroé;

CONSIDERANT l'importance vitale de la pêche pour les Féroé dont elle constitue l'activité
économique essentielle et dont le poisson et les produits de la pêche sont les principaux produits
d'exportation;

CONSIDERANT l'importance des relations en matière de pêche fixées dans l'accord de pêche
conclu entre les parties contractantes, qui confirment que les aspects commerciaux du présent accord
ne doivent pas affecter le fonctionnement de l'accord de pêche et que, en conséquence, le volume des
possibilités mutuelles de pêche dans le cadre de cet accord doit être maintenu à un niveau satisfaisant;

DESIREUX de consolider et d'étendre les relations économiques existant entre la Communauté
et les Féroé et d'assurer, dans le respect des conditions équitables de concurrence, le développement
harmonieux de leur commerce, afin de contribuer aux travaux de construction de l'Europe;

¹Le texte des annexes et protocoles y relatifs a été communiqué au Secrétariat (bureau 3006), où il peut être consulté par les Membres intéressés.

RESOLUS à éliminer progressivement les obstacles pour l'essentiel de leurs échanges, en conformité avec les dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994 concernant l'établissement de zones de libre-échange;

SE DECLARANT prêts à examiner, en fonction de tout élément d'appréciation et notamment de l'évolution de la Communauté, la possibilité de développer et d'approfondir leurs relations, lorsqu'il apparaîtrait utile, dans l'intérêt de leurs économies, de les étendre à des domaines non couverts par le présent accord;

CONSIDERANT que, à cette fin, un accord entre la Communauté économique européenne, d'une part, et le gouvernement du Danemark et le gouvernement local des îles Féroé, d'autre part, (ci-après dénommé l'"Accord initial") a été signé le 2 décembre 1991;

CONSIDERANT qu'un accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne, d'une part, et le gouvernement du Danemark et le gouvernement local des îles Féroé, d'autre part, modifiant les tableaux I et II de l'annexe du protocole n° 1 de l'Accord initial (ci-après dénommé l'"Accord sous forme d'échange de lettres") a été signé le 8 mars 1995;

CONSIDERANT que, à la suite de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne le 1er janvier 1995, les modalités applicables aux échanges de poissons et produits de la pêche entre les Féroé et la Communauté doivent être aménagées pour maintenir les courants d'échanges entre les Féroé, d'une part, et les nouveaux Etats membres, d'autre part;

CONSIDERANT que, à la suite de l'adoption par la Communauté d'une définition commune de l'origine pour les produits pétroliers, il est nécessaire d'aménager les dispositions concernant ces produits;

CONSIDERANT que, pour tenir compte de certains faits nouveaux survenus dans les échanges entre la Communauté et les Etats membres de l'AELE, il est nécessaire d'aménager les dispositions concernant la définition de la notion de "produits originaires" et les méthodes de coopération administrative;

CONSIDERANT que, pour tenir compte de la production spécifique d'aliments pour poissons aux Féroé, il est nécessaire d'aménager les dispositions applicables aux importations de certains produits agricoles;

CONSIDERANT que, pour aider à assurer le bon fonctionnement du présent accord, un protocole prévoyant une assistance administrative mutuelle pour les questions douanières doit y être incorporé;

CONSIDERANT que, pour tenir compte de certaines modifications de la nomenclature des tarifs douaniers des parties contractantes affectant les produits visés dans l'Accord initial, il est nécessaire de mettre à jour la nomenclature tarifaire de ces produits;

CONSIDERANT que, pour ménager davantage de flexibilité, il convient d'habiliter le comité mixte à décider des modifications à apporter aux dispositions des protocoles joints au présent accord;

CONSIDERANT que, par souci de clarté, l'Accord initial et l'Accord sous forme d'échange de lettres doivent être remplacés par un nouveau texte composite constituant le présent accord;

TENANT COMPTE DU FAIT que les accords commerciaux bilatéraux entre la Finlande et la Suède et les Féroé cessent d'être en vigueur au moment de l'entrée en vigueur du présent accord;

ONT DECIDE, dans la poursuite de ces objectifs et considérant qu'aucune disposition du présent accord ne peut être interprétée comme exemptant les parties contractantes des obligations qui leur incombent en vertu d'autres accords internationaux,

DE CONCLURE LE PRESENT ACCORD:

Article premier

Le présent accord vise:

- a) à promouvoir, par l'expansion des échanges commerciaux réciproques, le développement harmonieux des relations économiques entre la Communauté et les Féroé et à favoriser ainsi, dans la Communauté et aux Féroé, l'essor de l'activité économique, l'amélioration des conditions de vie et des conditions d'emploi, l'accroissement de la productivité et la stabilité financière;
- b) à assurer aux échanges entre les parties contractantes des conditions équitables de concurrence;
- c) à contribuer ainsi, par l'élimination des obstacles aux échanges, au développement harmonieux et à l'expansion du commerce mondial.

Article 2

Le présent accord s'applique aux produits originaires de la Communauté et des Féroé:

- i) relevant des chapitres 25 à 97 du Système harmonisé, à l'exception des produits énumérés à l'annexe II du Traité instituant la Communauté européenne, et à l'exception des produits énumérés à l'annexe I du présent accord;
- ii) figurant aux protocoles n° 1, 2 et 4 du présent accord, compte tenu des modalités particulières prévues dans ces derniers.

Article 3

Aucun nouveau droit de douane à l'importation n'est introduit dans les échanges entre la Communauté et les Féroé.

Article 4

- 1. La Communauté supprime les droits de douane sur les importations en provenance des Féroé.
- 2. Les Féroé suppriment les droits de douane sur les importations en provenance de la Communauté; à cette fin, l'annexe II énonce les dispositions figurant dans la législation douanière et fiscale des Féroé.

Article 5

Les dispositions portant sur la suppression des droits de douane à l'importation sont aussi applicables aux droits à l'importation à caractère fiscal.

Les Féroé peuvent remplacer un droit à l'importation à caractère fiscal ou l'élément fiscal d'un droit à l'importation par une taxe intérieure.

Article 6

Aucune nouvelle taxe d'effet équivalant à des droits de douane à l'importation n'est introduite dans les échanges entre la Communauté et les Féroé.

Les taxes d'effet équivalant à des droits de douane à l'importation dans les échanges entre la Communauté et les Féroé sont supprimées.

Article 7

Aucun droit de douane à l'exportation ni aucune taxe d'effet équivalent ne sont introduits dans les échanges entre la Communauté et les Féroé.

Les droits de douane à l'exportation et les taxes d'effet équivalent sont supprimés.

Article 8

Le protocole n° 1 détermine le régime tarifaire et les modalités applicables à certains poissons et produits de la pêche mis en libre pratique dans la Communauté ou importés aux Féroé.

Article 9

Le protocole n° 2 détermine le régime tarifaire et les modalités applicables à certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles.

Article 10

1. En cas d'établissement d'une réglementation spécifique comme conséquence de la mise en oeuvre de sa politique agricole ou de modification de la réglementation existante, la partie contractante en cause peut adapter le régime résultant du présent accord pour les produits qui font l'objet de cette réglementation ou modification.

2. Dans ce cas, la partie contractante en question tient compte de manière appropriée des intérêts de l'autre partie contractante. Les parties contractantes peuvent, à cette fin, se consulter au sein du comité mixte établi en vertu de l'article 31.

Article 11

Le protocole n° 3 détermine les règles concernant la notion de "produits originaires" et les méthodes de coopération administrative.

Article 12

La partie contractante qui envisage de réduire le niveau effectif de ses droits de douane ou taxes d'effet équivalent applicables aux pays tiers bénéficiant de la clause de la nation la plus favorisée, ou d'en suspendre l'application, notifie cette réduction ou cette suspension au comité mixte trente jours au moins avant son entrée en vigueur, pour autant que cela soit possible. Elle prend acte de toute observation de l'autre partie contractante quant aux distorsions qui pourraient en résulter.

Article 13

1. Aucune nouvelle restriction quantitative à l'importation ni mesure d'effet équivalent ne sont introduites dans les échanges entre la Communauté et les Féroé.
2. Les parties contractantes suppriment les restrictions quantitatives à l'importation et les mesures d'effet équivalent à des restrictions quantitatives à l'importation.

Article 14

1. La Communauté se réserve de modifier le régime des produits pétroliers relevant des codes NC 2710, 2711, ex 2712 (à l'exclusion de l'ozokérite, de la cire de lignite et de la cire de tourbe) et 2713 de la nomenclature combinée, lors de décisions prises dans le cadre de la politique commerciale commune pour les produits pétroliers ou lors de l'établissement d'une politique énergétique commune.

Dans ce cas, la Communauté tient compte de manière appropriée des intérêts des Féroé; elle informe à cet effet le comité mixte qui se réunit dans les conditions prévues à l'article 33, paragraphe 2.

2. Les Féroé se réservent de procéder de façon analogue si des situations comparables se présentent à elles.
3. Sous réserve des paragraphes 1 et 2, le présent accord ne porte pas atteinte aux réglementations non tarifaires appliquées à l'importation des produits pétroliers.

Article 15

1. Les parties contractantes se déclarent prêtes à favoriser, dans le respect de leurs politiques agricoles, le développement harmonieux des échanges de produits agricoles auxquels le présent accord ne s'applique pas.
2. En matière vétérinaire, sanitaire et phytosanitaire, les parties contractantes appliquent leurs réglementations d'une manière non discriminatoire et s'abstiennent d'introduire de nouvelles mesures ayant pour effet d'entraver indûment les échanges.
3. Les parties contractantes examinent, dans les conditions prévues à l'article 35, les difficultés qui pourraient apparaître dans leurs échanges de produits agricoles et s'efforcent de rechercher les solutions qui pourraient leur être apportées.

Article 16

Le gouvernement local des îles Féroé prend les mesures de contrôle nécessaires pour garantir la bonne application du prix de référence fixé ou à fixer par la Communauté, visé à l'article 2 du protocole n° 1.

Les parties contractantes veillent à l'application correcte de la définition de la notion de "produits originaires" et des méthodes de coopération administrative spécifiées dans le protocole n° 3.

Article 17

Le protocole n° 4 arrête les dispositions particulières applicables aux importations de certains produits agricoles autres que les produits énumérés au protocole n° 1.

Article 18

Le protocole n° 5 arrête les dispositions relatives à l'assistance mutuelle entre autorités administratives pour les questions douanières.

Article 19

Les parties contractantes réaffirment leur engagement à s'accorder mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée conformément au GATT de 1994.

Le présent accord ne fait pas obstacle au maintien ou à l'établissement d'unions douanières, de zones de libre-échange ou de régimes de trafic frontalier, dans la mesure où ceux-ci n'ont pas pour effet de modifier le régime des échanges prévu par le présent accord, et notamment les dispositions concernant les règles d'origine.

Article 20

Les parties contractantes s'abstiennent de toute mesure ou pratique de nature fiscale interne établissant directement ou indirectement une discrimination entre les produits d'une partie contractante et les produits similaires originaires du territoire de l'autre partie contractante.

Les produits exportés vers le territoire d'une des parties contractantes ne peuvent bénéficier d'un remboursement d'impositions intérieures supérieur aux impositions dont ils ont été frappés directement ou indirectement.

Article 21

Les paiements afférents aux échanges de marchandises, ainsi que le transfert de ces paiements vers l'Etat membre de la Communauté dans lequel réside le créancier ou vers les Féroé ne sont soumis à aucune restriction.

Article 22

Le présent accord ne fait pas obstacle aux interdictions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit justifiées par des raisons de moralité publique, d'ordre public, de sécurité publique, de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou de préservation des végétaux, de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique ou de protection de la propriété industrielle et commerciale ni aux réglementations en matière d'or et d'argent.

Toutefois, ces interdictions ou restrictions ne doivent pas constituer un moyen de discrimination arbitraire ni une restriction déguisée dans le commerce entre les parties contractantes.

Article 23

Aucune disposition du présent accord n'empêche une partie contractante de prendre les mesures:

- a) qu'elle estime nécessaires en vue d'empêcher la divulgation de renseignements contraires aux intérêts essentiels de sa sécurité;
- b) qui ont trait au commerce d'armes, de munitions ou de matériel de guerre ou à la recherche, au développement ou à la production indispensables à des fins défensives, à condition que ces

mesures n'altèrent pas les conditions de concurrence en ce qui concerne les produits non destinés à des fins spécifiquement militaires;

- c) qu'elle estime essentielles à sa sécurité en temps de guerre ou en cas de graves tensions internationales.

Article 24

1. Les parties contractantes s'abstiennent de toute mesure susceptible de mettre en péril la réalisation des objectifs du présent accord.
2. Elles prennent toutes les mesures générales ou particulières requises pour assurer l'exécution des obligations qui leur incombent dans le cadre du présent accord.

Si une partie contractante estime que l'autre partie contractante a manqué à une obligation du présent accord, elle peut prendre les mesures appropriées dans les conditions et selon les procédures prévues à l'article 29.

Article 25

1. Sont incompatibles avec le bon fonctionnement du présent accord, dans la mesure où ils sont susceptibles d'affecter les échanges entre la Communauté et les Féroé:
 - i) tous accords entre entreprises, toutes décisions d'associations d'entreprises et toutes pratiques concertées entre entreprises qui ont pour objet ou effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence en ce qui concerne la production et les échanges de marchandises;
 - ii) l'exploitation abusive par une ou plusieurs entreprises d'une position dominante sur l'ensemble des territoires des parties contractantes ou dans une partie substantielle de celui-ci ;
 - iii) toute aide publique qui fausse ou menace de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions.
2. Si une partie contractante estime qu'une pratique donnée est incompatible avec le présent article, elle peut prendre les mesures appropriées dans les conditions et selon les procédures prévues à l'article 29.

Article 26

Lorsque l'augmentation des importations d'un produit donné provoque ou risque de provoquer un préjudice grave à une activité productrice exercée sur le territoire d'une des parties contractantes et si cette augmentation est due:

- i) à la réduction partielle ou totale, dans la partie contractante importatrice, des droits de douane et taxes d'effet équivalent sur ce produit, prévue au présent accord, et
- ii) au fait que les droits et taxes d'effet équivalent perçus par la partie contractante exportatrice sur les importations de matières premières ou de produits intermédiaires utilisés dans la fabrication du produit en question sont sensiblement inférieurs aux droits ou impositions correspondants perçus par la partie contractante importatrice,

la partie contractante intéressée peut prendre les mesures appropriées dans les conditions et selon les procédures prévues à l'article 29.

Article 27

Si l'une des parties contractantes constate des pratiques de dumping dans ses échanges avec l'autre partie contractante, elle peut prendre les mesures appropriées contre ces pratiques, conformément à l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994, dans les conditions et selon les procédures prévues à l'article 29.

Article 28

En cas de perturbations sérieuses dans un secteur de l'activité économique ou de difficultés pouvant se traduire par une grave détérioration de la situation économique d'une région, la partie contractante intéressée peut prendre les mesures appropriées dans les conditions et selon les procédures prévues à l'article 29.

Article 29

1. Si une partie contractante soumet les importations de produits susceptibles de provoquer des difficultés auxquelles font référence les articles 26 et 28 à une procédure administrative ayant pour objet de fournir rapidement des renseignements sur l'évolution des courants commerciaux, elle en informe l'autre partie contractante.

2. Dans les cas visés aux articles 24 à 28, avant de prendre les mesures prévues par ces articles ou, dès que possible, dans les cas couverts par le paragraphe 3 point d) du présent article, la partie contractante en question fournit au comité mixte tous les éléments utiles pour permettre un examen approfondi de la situation, en vue de rechercher une solution acceptable pour les parties contractantes.

Les mesures qui apportent le moins de perturbations au fonctionnement du présent accord doivent être choisies par priorité.

Les mesures de sauvegarde sont immédiatement notifiées au comité mixte et font l'objet, au sein de celui-ci, de consultations périodiques, notamment en vue de leur suppression dès que les conditions le permettent.

3. Pour la mise en oeuvre du paragraphe 2, les dispositions suivantes sont applicables:

- a) en ce qui concerne l'article 25, chaque partie contractante peut saisir le comité mixte si elle estime qu'une pratique donnée est incompatible avec le bon fonctionnement du présent accord au sens de l'article 25, paragraphe 1.

Les parties contractantes communiquent au comité mixte tout renseignement et lui prêtent l'assistance nécessaire en vue de l'examen du dossier et, le cas échéant, de l'élimination de la pratique incriminée.

A défaut pour la partie contractante en question d'avoir mis fin aux pratiques incriminées dans le délai fixé au sein du comité mixte, ou à défaut d'accord au sein de ce dernier dans un délai de trois mois à compter du jour où il est saisi, la partie contractante intéressée peut adopter les mesures de sauvegarde qu'elle estime nécessaires pour remédier aux graves difficultés résultant des pratiques visées; elle peut notamment procéder à un retrait de concessions tarifaires;

- b) en ce qui concerne l'article 26, les difficultés résultant de la situation visée à cet article sont notifiées pour examen au comité mixte, qui peut prendre toute décision utile pour y mettre fin.

Si le comité mixte ou la partie contractante exportatrice n'a pas pris de décision mettant fin aux difficultés dans un délai de 30 jours suivant la notification, la partie contractante importatrice est autorisée à percevoir une taxe compensatoire sur le produit importé.

Cette taxe compensatoire est calculée en fonction de l'incidence sur la valeur des marchandises en question des disparités tarifaires constatées pour les matières premières ou les produits intermédiaires incorporés;

- c) en ce qui concerne l'article 27, une consultation a lieu au sein du comité mixte avant que la partie contractante intéressée prenne les mesures appropriées;
- d) lorsque des circonstances exceptionnelles nécessitant une intervention immédiate excluent un examen préalable, la partie contractante intéressée peut, dans les situations visées aux articles 26, 27 et 28, ainsi que dans le cas d'aides à l'exportation ayant une incidence directe et immédiate sur les échanges, appliquer sans délai les mesures conservatoires strictement nécessaires pour remédier à la situation.

Article 30

En cas de difficultés ou de menace grave de difficultés dans la balance des paiements d'un ou de plusieurs Etats membres de la Communauté ou dans celle des Féroé, la partie contractante intéressée peut prendre les mesures de sauvegarde nécessaires. Elle en informe sans délai l'autre partie contractante.

Article 31

1. Il est institué un comité mixte qui est chargé de la gestion du présent accord et qui veille à sa bonne exécution. A cet effet, il formule des recommandations. Il prend des décisions dans les cas prévus à l'accord. Ces décisions sont exécutées par les parties contractantes selon leurs règles propres.
2. Aux fins de la bonne exécution du présent accord, les parties contractantes procèdent à des échanges d'informations et, à la demande de l'une d'entre elles, se consultent au sein du comité mixte.
3. Le comité mixte arrête son règlement intérieur.

Article 32

1. Le comité mixte est composé de représentants des parties contractantes.
2. Le comité mixte se prononce d'un commun accord.

Article 33

1. La présidence du comité mixte est exercée à tour de rôle par chacune des parties contractantes selon des modalités à prévoir dans son règlement intérieur.
2. Le comité mixte se réunit au moins une fois par an à l'initiative de son président, en vue de procéder à un examen du fonctionnement général du présent accord.

Il se réunit en outre chaque fois que des circonstances particulières le requièrent, à la demande de l'une des parties contractantes, dans des conditions à prévoir dans son règlement intérieur.

3. Le comité mixte peut décider de constituer tout groupe de travail propre à l'assister dans l'accomplissement de ses tâches.

Article 34

1. Le comité mixte peut modifier les dispositions des protocoles joints au présent accord.
2. En cas de modification de la nomenclature des tarifs douaniers des parties contractantes affectant les produits visés dans le présent accord, le comité mixte peut adapter la nomenclature tarifaire de ces produits à ces modifications.

Article 35

1. Lorsqu'une partie contractante estime qu'il serait utile, dans l'intérêt des deux parties contractantes, de développer les relations établies par le présent accord en les étendant à des domaines non couverts par celui-ci, elle soumet à l'autre partie contractante une demande motivée.

Les parties contractantes peuvent confier au comité mixte le soin d'examiner cette demande et de leur formuler, le cas échéant, des recommandations, notamment en vue d'engager des négociations.

2. Les accords résultant des négociations visées au paragraphe 1 sont soumis à ratification ou à approbation par les parties contractantes selon les procédures qui leur sont propres.

Article 36

A la demande des Féroé, la Communauté examinera les moyens:

- d'améliorer les possibilités d'accès pour des produits spécifiques,
- d'étendre ses concessions tarifaires aux produits de la pêche féroïens pour inclure de nouvelles espèces de poissons capturés par les navires de pêche féroïens basés et opérant dans l'Atlantique Nord, ou pour inclure des produits de la pêche se rapportant à ces espèces, qui ne sont pas actuellement produits par l'industrie de la pêche féroïenne. Ces nouvelles espèces de poissons ou ces nouveaux produits de la pêche pourraient être importés en exemption de droits dans la Communauté, sous réserve des limites quantitatives qui seraient nécessaires si ces espèces ou ces produits avaient un caractère sensible dans la Communauté.

Article 37

Les annexes et les protocoles joints au présent accord en font partie intégrante.

Article 38

Chaque partie contractante peut dénoncer le présent accord par notification à l'autre partie contractante. L'accord cesse d'être en vigueur 12 mois après la date de cette notification.

Article 39

Le présent accord s'applique, d'une part, aux territoires où le Traité instituant la Communauté européenne est applicable dans les conditions prévues dans ce traité et, d'autre part, au territoire des Féroé.

Article 40

1. Le présent accord est rédigé en double exemplaire en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, française, grecque, italienne, néerlandaise, portugaise, suédoise et féroïenne, chacun de ces textes faisant également foi.
2. Il sera approuvé par les parties contractantes selon les procédures qui leur sont propres.
3. Il entre en vigueur le 1er janvier 1997, à condition que les parties contractantes se soient notifiées avant cette date l'accomplissement des procédures nécessaires à cet effet. Après cette date, le présent accord entre en vigueur le premier jour du troisième mois suivant cette notification.
4. Les dispositions des accords suivants cessent d'être en vigueur au moment de l'entrée en vigueur du présent accord:
 - Accord entre la Communauté économique européenne, d'une part, et le gouvernement du Danemark et le gouvernement local des îles Féroé, d'autre part, signé le 2 décembre 1991;
 - Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne, d'une part, et le gouvernement du Danemark et le gouvernement local des îles Féroé, d'autre part, modifiant les tableaux I et II de l'annexe du protocole n° 1 de l'accord susmentionné, signé le 8 mars 1995;
 - accords commerciaux bilatéraux entre la Finlande et la Suède et les Féroé.

Fait à Bruxelles, le six décembre mil neuf cent quatre-vingt-seize.

Pour la Communauté européenne

Pour le gouvernement du Danemark et le gouvernement local des Féroé